

dont il s'agit ; mais si le fait était vrai ; si , cé-
dant une seconde fois à des conseils imprudens
ou perfides , les mêmes hommes qui ont allu-
mé une guerre impie contre la généreuse Na-
tion Napolitaine , coupable du crime de vouloir
conserver son indépendance et son honneur (1),

(1) Dans une des dernières discussions qui ont eu lieu dans le parlement britannique , au sujet des affaires de l'Italie , lord Liverpool a cru pouvoir établir une grande différence entre les causes qui avaient amené la révolution d'Espagne et celle de Naples. Cette distinction ne manque pas de quelque adresse , surtout , lorsqu'en dernière analyse , on finit par se résumer en faveur du plus fort. Or , c'est là ce qu'a fait le ministère britannique , en essayant de prouver que les alliés avaient bien le droit de renverser le gouvernement constitutionnel à Naples , mais qu'ils devaient le respecter en Espagne. Prouvons maintenant , ce qui ne sera pas difficile , que Naples avait un droit peut-être encore plus sacré que l'Espagne à changer la forme de son gouvernement. Sans doute la tyrannie sanglante qui opprimait ce dernier pays , n'étendait pas son bras de fer sur le royaume de Naples ; mais , depuis dix ans , la nation avait inutilement demandé , sous les rois Joachim et Ferdinand , de jouir des bienfaits du système représentatif ; et , depuis dix ans aussi , l'Autriche s'était constamment élevée , comme un mur d'airain , contre le vœu du peuple napolitain et les desirs même de ses rois , à qui les intérêts d'une sage po-

avaient conçu le chimérique espoir d'asservir l'Espagne à leur odieuse politique : qu'ils se désabusent ; ils auraient appelé sur eux une responsabilité nouvelle, plus terrible encore, s'il est possible, que celle qui menace déjà leurs têtes, et dont le poids ne tarderait pas à les écraser. Trompés sur la situation de l'Espagne, comme ils l'ont été pendant trente ans, comme

litique prescrivaient de souscrire aux justes demandes de leurs sujets. Pour ne pas régner par des échafauds, l'arbitraire n'existait pas moins à Naples qu'en Espagne ; et d'ailleurs, l'horrible souvenir des barbaries de 1799, et la possibilité de leur retour, n'agitaient-ils pas encore tous les esprits ? Qu'a fait le cabinet de Vienne pour calmer d'aussi justes craintes ? pour adoucir d'aussi mortels ressentimens ? il a mis une garnison autrichienne dans Naples, son amie et son alliée, et a soumis le monarque et le gouvernement de ce pays à l'épée d'un général autrichien..... Nous demandons maintenant à lord Liverpool, s'il pense qu'il puisse exister, pour une nation, un plus juste sujet de prendre les armes, que lorsqu'il s'agit de chasser l'étranger de son territoire ; et, à défaut de réponse ministérielle, qui peut douter de l'indignation généreuse que manifesterait la noble nation anglaise, à la seule supposition qu'un tel excès d'humiliation pût un jour l'atteindre ; et de son adhésion unanime à l'héroïque conduite qu'ont dû tenir les Napolitains, pour s'y soustraire !....

ils le sont encore sur celle de la France, ils expieraient bien cruellement, un jour, leur criminelle et irréparable erreur. L'Espagne nous est bien connue ; il ne sera pas plus facile de la faire fléchir que de la briser ; mais nous n'hésitons pas à le dire : du parti que l'on prendra à son égard peut dépendre le sort de l'Europe, qui, cette fois, ne serait pas décidé par une bataille !

ils se sont encore au collo de la France, ils
 se piquent bien cruellement au jour leur cri-
 minelle et irréparable erreur. L'Espagne nous
 est bien connue; il ne sera pas plus facile de
 la faire rétrograder de la Suisse; mais nous
 n'aurons pas le droit de la partir que l'on pour-
 rait à son tour se voir dépendre le sort de l'Eu-
 rope. Cette fois, ne saurait pas décider par
 une bataille!

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

MANIFESTE de la *Junte provinciale de Galice*, présidée
par le maréchal de camp *D. Juan Diez Portier*,
à la nation espagnole (1).

(Page 16.)

ESPAGNOLS ! après six ans d'une lutte aussi obstinée que glorieuse, soutenue pour l'honneur et l'indépendance de la nation, outragée dans la personne de son chef; après avoir fait d'immenses sacrifices, avoir vu nos biens ravagés, et prodigué par torrens le sang espagnol, nous avons chassé l'ennemi qui se flattait de nous subjuguier; nous avons purgé notre sol de sa présence, et relevé le trône de nos rois; nous avons maintenu la gloire nationale, fait respecter notre nom, et assuré notre liberté : — la liberté, premier bien de tout peuple

(1) Cette pièce est devenue très-rare, surtout en Espagne. On ne l'y retrouve plus dans les dépôts officiels d'où le gouvernement tyrannique de ce temps-là avait eu grand soin de la faire disparaître; et la crainte des poursuites rigoureuses qui eussent été infailliblement dirigées contre quiconque eût été convaincu de l'avoir conservée, avaient décidé tous les particuliers qui l'avaient en leur pouvoir, à détruire un document aussi dangereux.

qui sait en connaître le prix, et qui veut le transmettre sans tache à sa postérité.

Non contents d'avoir défendu, au péril de nos jours, la terre qui nous a vus naître, nous cherchions à assurer sa prospérité future par des institutions nobles, à rétablir nos anciens droits, à écarter tout ce qui obstruait les sources de la félicité publique, et à garantir à toutes les classes de citoyens la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, ainsi que le libre exercice de leur industrie et de leurs talens.

Tandis que nos braves guerriers donnaient au monde les plus brillans exemples de constance et de courage, nos législateurs, réunis en Cortès, et munis des pleins pouvoirs que nous leur avons délégués, s'occupaient des réformes qu'exigeait la situation de l'état, et posaient les fondemens de notre bonheur à venir, en consacrant, dans une constitution nouvelle, nos anciens droits et prérogatives, oubliés et comme annulés par le temps, et en affranchissant, par les plus sages décrets, le pauvre laboureur, l'honnête artisan, le fabricant industriel, du joug odieux des privilèges, de manière à donner à la nation plus de vie et de mouvement, en étendant son commerce et ses relations. Instruits par l'expérience, convaincus que les intentions droites des meilleurs rois et leurs institutions les plus sages sont insuffisantes, lorsqu'abandonnés à eux-mêmes ils servent d'instrumens à des conseillers perfides et à des favoris corrompus, nos représentans ne voulurent pas que la monarchie fût exposée de nouveau à devenir la proie d'un autre Alvarès ou d'un second Godoï. Ils voulurent que, fondée sur des lois stables, en harmonie à la

fois avec nos anciens usages, et avec les progrès qu'a faits en Europe la science du gouvernement, la sécurité de l'état pût se concilier avec celle des individus, et les droits des citoyens avec ceux du monarque.

Tels étaient nos vœux; et les représentans que nous avions choisis en furent les fidèles interprètes : ils en garantirent l'exécution par ces décrets auxquels nous avons tous juré obéissance devant Dieu et devant les hommes : et en affermissant nos droits, ils avaient également affermi le trône du souverain, et la religion de l'état.

Au milieu des dévastations produites par les malheurs de la guerre et des oppositions qu'avait rencontrées la réforme des abus, nous avons cependant joui de la tranquillité intérieure; aucun parti n'avait menacé de révolutionner l'Espagne; aucune proscription n'avait porté l'alarme et le deuil dans les familles; calmes et modérés, nous commençons à jouir des fruits d'une liberté sage, et à suivre ce mouvement doux et régulier, qui est la vie des nations : de sorte que voyant notre indépendance assurée par la valeur de nos soldats, et la liberté civile établie par les décrets des Cortès, nous n'avions plus à désirer que le retour de notre roi captif, au milieu de la nation qui avait si bien su venger les injures qu'il avait reçues d'un pouvoir étranger. Nos illustres guerriers s'attendaient à recevoir la récompense de leurs services, et à voir s'accomplir les décrets des Cortès en leur faveur, décrets dont leurs exploits réclamaient si hautement l'exécution. Tous les gens de bien désiraient que le pouvoir exécutif acquit la force dont il a besoin, et qu'il ne pouvait recevoir que d'un roi; ils désiraient

que l'on évitât à l'avenir toute déviation, ce dont on n'avait pu se garantir dans le cours de la révolution; que l'on consolidât les réformes décrétées, et que l'on y ajoutât les modifications dont la nécessité serait démontrée par l'expérience, et par la situation tant de l'Espagne que des autres pays. Enfin, après une longue attente, le roi entra dans Madrid, au milieu des bénédictions de tous les bons citoyens, convaincus qu'il allait aussitôt, de concert avec les députés de la nation, s'occuper des moyens d'assurer le bonheur de ses sujets, en sanctionnant quelques-uns des décrets rendus par les Cortès, en modifiant ceux qui seraient généralement jugés susceptibles de changement, et en ajoutant de nouvelles lois aux lois déjà existantes, lorsque la chose serait nécessaire. On refusait d'ajouter foi aux bruits qui n'avaient pas tardé à se répandre, que le roi ne voulait ni faire serment de fidélité à la Constitution, ni ratifier rien de ce qui avait été fait en son absence; on attribuait ces rapports à des intentions malveillantes et à des vues intéressées: et quoiqu'on vit le roi entouré de ceux dont l'imprudencé ou la trahison l'avaient conduit à Bayonne, l'avaient remis au pouvoir de ses ennemis, et avaient livré la nation à toutes les horreurs de l'anarchie, on se plaisait à croire qu'éclairé par une pénible expérience, il ne se laisserait plus égarer par des conseillers pervers. Mais l'influence que ces traîtres exerçaient sur lui depuis son enfance continua à le dominer: il ne cessa point de leur prêter l'oreille, de se laisser guider par leurs avis, et bientôt il se plongea avec la nation dans l'abîme d'infortune où nous gémissons depuis une année.

C'est à ces misérables que sont dus les décrets qui ont anéanti les Cortès : c'est à eux qu'est dû le rétablissement de tous les genres d'abus : c'est d'eux que naissent les persécutions qu'ont éprouvées les représentans de la nation , et tant de braves soldats , et tant de loyaux citoyens : c'est d'eux que proviennent le désordre des finances , la misère des troupes , le trafic des emplois publics , et enfin l'avidité de la nation , qui , loin d'être honorée et respectée comme elle l'a mérité par ses sacrifices , est aujourd'hui dégradé aux yeux de l'Europe.

Ce petit nombre d'Espagnols dégénérés , auteurs de tous nos maux , se sont prostitués , il y a six ans , à l'oppression de leur patrie , ont abandonné la cause commune , et foulé aux pieds leurs devoirs les plus sacrés. Avides de richesses et d'honneurs , ils se sont empressés de reconnaître celui qui paraissait pouvoir leur en assurer la possession ; et loin de se joindre à ceux de leurs concitoyens qui dans la capitale et dans toutes les provinces avaient fait retentir le cri de l'indépendance , ils s'en sont montrés les plus cruels ennemis , jusqu'au moment où , désespérant du succès de la cause odieuse qu'ils avaient embrassée , ils crurent plus politique de l'abandonner. Infidèles à tous les partis , ils n'en gardèrent pas moins un esprit d'opposition et d'inimitié contre ceux qui n'avaient jamais cessé de défendre la cause nationale. A cette classe dangereuse , appartiennent tous ceux qui entouraient et dirigeaient le roi à Valence , tous ceux qui le dirigent encore aujourd'hui : les principales charges de l'état sont en leurs mains ; et ceux mêmes qui en 1808 furent désignés par l'usur-

pateur pour comprimer le noble mouvement des provinces, figurent maintenant dans les tribunaux chargés de juger les constitutionnels, c'est-à-dire ceux qui, à l'époque dont nous venons de parler, avaient nourri dans ces mêmes provinces le feu sacré du patriotisme. Est-il dans l'histoire quelque chose que l'on puisse comparer à cette indignité ?

Les crimes, les affronts sans nombre dont les Espagnols ont été l'objet pendant le cours de cette année, leur auraient depuis long-temps arraché un cri de fureur, semblable à celui qui fut le signal de la guerre de l'indépendance, si leur sagesse et leur amour pour leur patrie ne les avaient engagés, avant de l'exposer à de nouvelles convulsions, à employer tous les moyens de conciliation possibles, dans l'espoir que le roi, ouvrant enfin les yeux, changerait de conduite, punirait ses conseillers perfides, et rendrait une justice éclatante à une foule de bons Espagnols injustement proscrits.

En vain, pendant une année, nous avons nourri cette espérance : En vain toute l'Europe a vu avec indignation la conduite du cabinet de Madrid : en vain plusieurs souverains ont adressé au roi des représentations sur le peu de politique de son système, et l'injustice dont il se rendait coupable en persécutant un si grand nombre de patriotes : en vain des citoyens généreux ont osé lui dire la vérité. Les conseils des uns n'ont point été écoutés, malgré les égards dus à des alliés si respectables, et les autres ont été persécutés.

Le roi est à tel point dominé par les traîtres qui l'entourent, qu'on ne lui permet pas d'écouter de si importantes remontrances, et qu'on ne lui laisse pas le temps

de réfléchir sur la fausseté des assertions de ses conseillers ; ils lui disent que les Cortès et la régence avaient formé le dessein de le détrôner : ils s'efforcent d'égarer l'opinion publique, en répandant qu'il existe un plan secret pour propager l'irrégion et persécuter le clergé : bref, ils mettent en usage des calomnies de toute espèce, qui ne peuvent être inventées que par des hommes aussi pervers. C'est ainsi que s'est écoulée une année entière, pendant laquelle ils ont seuls tenus les rênes du gouvernement ; les députés, les membres de la régence, les personnes qu'ils avaient intérêt de calomnier, ont été arrêtés au milieu des ténèbres : on a pu découvrir leurs secrets, connaître leurs entreprises, et cependant ces recherches n'ont servi qu'à manifester leur intégrité et leurs vertus. Toute l'Espagne est convaincue de cette vérité. Quelles preuves plus évidentes peut-on demander à cet égard, que leurs jugemens même et les sentences rendues contre eux ? et si l'on envisage la chose sous le rapport des droits publics et particuliers, combien ne sera-t-on pas révolté de l'irrégularité de ces monstrueuses procédures, où les magistrats foulent aux pieds les lois mêmes qu'ils prétendent faire exécuter ; où l'on interdit aux accusés le droit de se défendre ; où tout se fait avec la plus violente précipitation ; où la plupart des juges sont en même temps accusateurs et témoins ; où enfin, attaquant eux-mêmes la validité des ordres qu'ils ont donnés du temps des Cortès, ils ont offert au monde un exemple inouï d'injustice et d'atrocité.

C'est ainsi que tant d'hommes vertueux et dignes d'estime : tant de prêtres, respectables par leur caractère et leurs dignités : tant de militaires distingués, couverts

de blessures, et illustrés par leurs services, maintenant chargés de chaînes et plongés dans des cachots, assouvissent la rage de leurs infâmes persécuteurs, qui jouissent de leur infortune, et espèrent leur arracher la vie à forces de tourmens et de douleurs. Et quelle en est la cause, Espagnols ? quels sont les forfaits de ces victimes ? d'avoir voulu nous rendre heureux. S'ils sont criminels, nous le sommes : nous leur avons donné nos pleins pouvoirs : nous avons reconnu, approuvé tout ce qu'ont fait les Cortès. Leurs députés n'avaient d'autre objet que la prospérité de l'Espagne ; leurs décrets l'ont assez prouvé. La religion catholique avait été déclarée la seule religion de l'état : les privilèges de ses ministres avaient été respectés : le gouvernement veillait au bien-être des soldats. Il leur accordait d'honorables distinctions : des décrets avaient été portés pour qu'il leur fût distribué des terres, aussitôt que la paix serait conclue : il avait été créé des établissemens pour les invalides ; et malgré la pénurie des finances, malgré la longue occupation d'une partie considérable du territoire par les forces ennemies, les troupes étaient beaucoup moins négligées qu'elles ne l'ont été depuis, en pleine paix, et après l'affranchissement total de la péninsule. Le paysan était délivré des gabelles et de beaucoup d'autres impôts onéreux ; le manufacturier voyait son industrie dégagée des entraves d'un grand nombre de réglemens absurdes ; le négociant pouvait commercer et spéculer librement, sans être assujéti à aucune de ces formalités outrageantes introduites par le système fiscal ; le créancier de l'état avait l'espoir d'être remboursé. Bref, tout recevait une nouvelle vie, et la nation aurait recueilli le fruit de

ses souffrances et de ses pertes, si l'on eût suivi la route tracée par les Cortès. Mais combien en diffère celle que l'on a suivie, et quelle différence aussi dans les résultats !

Malgré une année de paix et de tranquillité, nos finances sont dans un état plus déplorable que jamais ; le crédit public est anéanti ; les braves défenseurs de la patrie sont nus, sans souliers, sans paie, méprisés ou proscrits ; le laboureur gémit de nouveau sous le poids des gabelles ; le manufacturier a vu reparaître ses anciennes entraves, et le commerçant a perdu tous moyens de circulation. Nos colonies d'Amérique sentent s'accroître chaque jour leurs ressentimens, en voyant leurs députés emprisonnés, et les promesses qu'on leur a faites indignement violées. D'un côté les cachots, de l'autre la vengeance ; partout l'injustice et le désordre : tel est l'état de la malheureuse Espagne.

Concitoyens, il faut que notre patrie périsse, ou que nous trouvions un remède à tant de maux. L'Europe entière est intéressée à ce que ce pays soit bien gouverné : l'Europe entière doit désirer de voir rétablir un gouvernement qui a tant contribué à assurer l'indépendance des autres peuples ; un gouvernement qu'ont reconnu les rois de Prusse et de Suède, ainsi que le magnanime empereur de Russie, et avec lequel ils ont traité. L'Angleterre, notre première alliée, qui doit son bonheur et sa richesse à sa constitution, et qui a vu avec indignation la destruction de notre système représentatif, et la persécution exercée envers leurs membres, sera la première à louer notre patriotisme et notre énergie, et à reconnaître les Cortès.

Chacun nous applaudira, si notre conduite conserve ce caractère de sagesse et de circonspection qui nous a toujours distingués, et si, instruits par l'expérience, nous améliorons nos institutions d'après celles de nos voisins.

Oui, concitoyens, nous agirons avec prudence : le bien de notre pays sera notre seul objet ; devant cet objet si grand, si important, doivent se taire nos opinions, nos rivalités, nos intérêts personnels.

Contraints par la nécessité ; voyant que la vérité ne peut parvenir aux oreilles du Roi, toujours assiégé par ses conseillers ; à moins que cette vérité ne se présente d'une manière propre à la faire respecter ; nous avons enfin pris la résolution terrible, mais indispensable, de réclamer les armes à la main ce qui a été refusé à nos sollicitations.

Notre but, et celui de toute l'Espagne, n'est autre qu'une monarchie soumise à des lois justes et sages, et constituée de manière à garantir également les prérogatives du trône et les droits de la nation. Nous demandons la convocation de Cortès nommées par le peuple, et qui puisse faire, à la constitution proclamée par les Cortès extraordinaires, les changemens qu'exige notre situation, que commande l'expérience, et que nous indiquent les lois constitutionnelles des monarchies limitées de l'Europe.

Elles rétabliront l'ordre dans nos finances ; elles prendront soin du sort des militaires, récompenseront leurs services, assureront leur existence dans leurs vieux jours, et feront, au dehors, estimer et respecter la nation.

La noblesse, renonçant à une légère portion de ses

privilèges, trouvera l'indemnité de ce sacrifice dans les nouvelles dispositions constitutionnelles qui lui donneront une existence politique. Toutes les classes de la société verront s'améliorer leur situation ; les curés, dont l'influence peut être si utile, auront un traitement plus élevé ; l'agriculteur, l'artisan, le commerçant, le manufacturier, jouiront de nouveau des avantages qu'ils avaient commencé à retirer des changemens faits en leur faveur par les Cortès ; et, grâce à une sage administration des deniers publics, les créanciers de l'état pourront espérer d'être indemnisés des avances qu'ils ont faites et des pertes qu'ils ont encourues, soit par leurs sacrifices patriotiques, soit par leur confiance dans les promesses du gouvernement.

Espagnols ! tels sont nos vœux ; tels seront aussi sans doute ceux des Cortès, lorsqu'elles seront réunies. C'est pour atteindre ce but sacré que la Galice invite toutes ses sœurs à se joindre à elle. Nous adressons la même invitation aux intrépides défenseurs de la patrie, à leurs dignes officiers, à leurs illustres généraux, enfin aux Espagnols de toutes les classes.

Fermes dans notre résolution, nous ne quitterons pas les armes (si nous sommes obligés d'y avoir recours) avant d'avoir obtenu ce que nous demandons ; et autant nous serons disposés à serrer dans nos bras tout Espagnol prêt à se ranger sous l'étendard national, autant nous serons implacables envers ceux qui, également ennemis de leur pays et de leur roi, aimeraient mieux laisser celui-ci entre les mains de ses vils conseillers, que de tenter de l'arracher à leur influence, et d'ouvrir ses yeux sur leurs perfides intentions. Notre conduite servira de

modèle à celle de nos adversaires. Les propriétés seront respectées, la liberté individuelle ne recevra aucune atteinte. Mais malheur à ceux qui, abusant de l'auguste nom du Roi, se permettraient envers qui que ce fût, l'insulte ou la persécution ! Ils en répondraient sur leurs têtes, et à défaut d'eux, cette responsabilité retomberait sur ceux qui seraient jugés susceptibles d'être pris en otages. Nous sommes sûrs de la justice de la cause que nous défendons ; et le monde verra que l'Espagne, qui a su déployer tant de valeur guerrière pour le maintien de son indépendance contre l'étranger, est disposée à la même énergie pour protéger, au dedans, ses droits et sa liberté.

21 septembre 1815.

Ordre du jour de l'armée de l'île de Léon, annonçant le choix fait par cette armée, du colonel Quiroga, pour son général en chef.

(Page 87.)

Les officiers de l'armée d'outre-mer, tout dévoués aux intérêts de la patrie et des troupes qu'ils commandent, ont résolu de prendre les armes pour empêcher l'embarquement, et pour établir *dans notre chère Espagne* un gouvernement juste et libéral, qui assure le bonheur du peuple et des soldats. Un général qui ne doit pas ses grades au gouvernement qui veut nous sacrifier, peut seul sauver l'armée et la patrie. Le général choisi par

l'armée elle-même, est le colonel D. Antonio Quiroga, qui sera solennellement reconnu comme général en chef; c'est à lui que chacun devra désormais obéir.

Les soldats de l'armée expéditionnaire doivent être convaincus des périls auxquels ils seraient exposés s'ils s'embarquaient sur des bâtimens à moitié pouris, avec des vivres corrompus, sans autre espérance pour ceux qui échapperaient aux tempêtes (quand bien même ils seraient vainqueurs), que de succomber à l'ardeur d'un climat dévorant.

Les troupes doivent se rappeler toutes les injustices d'un gouvernement, qui a contraint à rester au service ceux d'entre les soldats qui avaient accompli le temps pour lequel ils s'étaient engagés; qui a trompé des bataillons entiers, en les conduisant par astuce jusque sur les bords de la mer.

Elles doivent aussi être persuadées, que tant que l'Espagne sera sous l'empire de la tyrannie qui l'opprime, il n'y aura point de remède à tous les malheurs dont nous sommes témoins. Elles doivent enfin se convaincre, qu'étroitement unies, et décidées à délivrer leur patrie, elles ne seront heureuses que par l'établissement d'un gouvernement modéré et paternel, et d'une constitution qui assure les droits de tous les citoyens. Alors seulement les soldats, couverts de gloire, après une campagne aussi courte que décisive, rentreront dans leurs foyers, où ils recevront les honneurs et les récompenses dus aux services importans qu'ils auront rendus.

Les officiers ne sépareront jamais leur sort de celui des soldats qui, de leur côté, doivent, en observant la plus exacte discipline, développer la plus grande énergie.

Le général qui marche à la tête des troupes , plein de confiance dans les efforts de ses compagnons d'armes , saura punir avec justice ceux qui manqueraient à leurs devoirs, et récompenser avec munificence , ceux qui se signaleront dans une entreprise aussi noble dans son principe , que facile dans son exécution.

Vive la Nation ! Vive la Liberté ! Vive le général Quiroga.

Du 2 janvier 1820.

Proclamation du général Quiroga à l'armée.

(Page 117.)

« SOLDATS !

» Placé à votre tête par le choix des officiers de l'armée, je vais vous parler avec la franchise qui doit régner entre des compagnons d'armes. Notre Espagne allait se détruire, et votre ruine aurait entraîné celle de la patrie; vous étiez destinés à la mort, non pour réaliser, la conquête, *déjà impossible*, de l'Amérique, mais pour délivrer le gouvernement de la terreur qu'il a conçue de votre valeur. Cependant vos familles seraient restés dans l'esclavage le plus honteux, sous un gouvernement arbitraire et tyrannique, qui dispose à son gré des fortunes et de la liberté des malheureux Espagnols. Soldats ! ce gouvernement devait s'anéantir avec la nation; il n'est pas possible que nous le souffrions plus long-temps.

Violent et faible à la fois, il ne pouvait inspirer que l'indignation ou le mépris; et pour que la patrie soit heureuse, il doit inspirer la confiance, il doit être aimé et respecté.

» Soldats ! nous allons employer pour nous et pour nos frères, les armes qui assurèrent notre indépendance contre toute la puissance de Bonaparte. L'entreprise est facile et glorieuse. Se trouverait-il un soldat espagnol qui s'y opposât ? Non ! dans les rangs mêmes de ceux que le gouvernement s'efforce de rassembler, vous ne trouverez que des frères qui s'uniront à nous ; et s'il s'y rencontrait quelques êtres, assez vils pour oser tourner leurs armes contre nos têtes, exterminons ces satellites de la tyrannie, indignes du nom espagnol. Soldats, je compte sur vous. Soyez les dignes fils de la patrie, et méritez ce nom. Je vous recommande l'union et la discipline. J'aurai le plus grand plaisir à récompenser ceux qui se distingueront ; cependant, si quelqu'un de vous manquait à son devoir, il apprendra que l'autorité dont on m'a investi ne m'a pas été confiée en vain, et que l'énergie dans un gouvernement qui marche vers sa régénération, est supérieure à celle des despotes.

» Soldats ! la victoire nous attend, et avec elle la gloire et les récompenses que la patrie nous dispensera avec munificence.

» Au quartier général de San-Fernando, 5 janvier 1820.

» Le général en chef de l'armée nationale,

» ANTONIO QUIROGA. »

